

sous-tendent notre société. Elles doivent refléter non seulement nos institutions démocratiques, notre engagement à "la liberté, la justice et la dignité individuelle", comme l'a souligné le Premier ministre à Washington le 22 février, mais aussi la nature pluraliste du Canada et notamment les aspirations des communautés francophone et anglophone.

Société ouverte et pluraliste dans un cadre politique souple, le Canada possède d'ailleurs un dynamisme qui peut paraître surprenant aux yeux des individus et des gouvernements qui associent stabilité politique et rigidité des institutions. Pour moi, il ne s'agit pas là d'une faiblesse, mais d'un point fort de notre pays. C'est l'expression d'une diversité, non d'une division, et la marque d'un caractère national complexe mais distinct.

Il va sans dire que ce n'est pas une tâche de tout repos que celle de traduire cette nature pluraliste de notre société, l'essence même de notre force, dans toutes nos activités sur la scène internationale, et qu'il s'ensuit inévitablement des tensions entre groupes d'intérêts divergents. Vous devriez voir le courrier que je reçois sur certaines questions brûlantes! Pour presque chaque lettre d'un citoyen concerné qui désapprouve, parfois violemment, une position prise par mon Ministère, il s'en trouve une autre d'un citoyen tout aussi concerné qui me félicite d'avoir agi comme il le fallait. Comment faites-vous, par exemple, pour concilier les intérêts de certains groupes de Canadiens qui vous pressent de prendre des mesures législatives contre le boycottage arabe, avec ceux des organisations pro-arabes qui vous demandent de faire preuve de compréhension, ou avec ceux des hommes d'affaires canadiens qui craignent qu'une intervention de votre part ne compromette leurs chances d'établir de solides liens commerciaux avec les pays arabes? Vous savez tous, j'en suis sûr, que certains Canadiens nous feraient rompre toutes relations avec des régimes qu'ils réprouvent pour une raison ou pour une autre, tandis que d'autres se félicitent justement de l'ouverture de notre politique étrangère et de notre volonté de dialoguer même avec les régimes que nous n'appuyons pas, pour la simple raison que si nous ne communiquons pas avec eux, nous n'avons certainement aucune chance de les convaincre ou d'influencer leur politique. A cet égard, Cuba est l'exemple parfait de cela. Ce n'est là qu'un échantillon des difficultés qui se posent dans l'élaboration de notre politique étrangère. La diversité des intérêts et des convictions au Canada représente donc un défi de taille, que nous sommes cependant fiers de relever. A mon avis, nous nous tirons fort bien d'affaire.

Le Canada peut apporter une contribution importante dans un monde qui évolue rapidement. Mais pour que cette contribution soit vraiment valable et pour que tous les Canadiens profitent de l'activité internationale, il importe de prendre en considération les intérêts des provinces. Et c'est là, mesdames et messieurs, que réside le plus grand défi auquel nous ayons à faire face.